

# BENOIT COEURE

## Membre du directoire, Banque centrale européenne

Votre description des raisons pour lesquelles l'union bancaire est nécessaire, Alessandro, était on ne peut plus pertinente. L'union bancaire est nécessaire pour dissocier le sort des banques européennes du sort de leurs gouvernements, et nous avons vu que cette boucle de rétroaction était réellement au cœur de la crise. Nous avons besoin de deux choses pour ça : nous avons besoin de superviseurs disposant d'un mandat européen et non national, d'où le mécanisme de supervision unique ; nous avons également besoin de banques européennes qui, en cas de défaillance, bénéficient de l'intervention d'une autorité de résolution européenne, d'où le mécanisme de résolution unique. Nous avons donc besoin de ces deux mécanismes pour que cette dissociation devienne effective.

L'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, aurait déclaré que les banques sont mondiales de leur vivant mais nationales à leur mort, ce qui signifie que lorsqu'elles meurent, c'est aux contribuables de payer. Nous voulons faire en sorte que les banques soient mondiales, ou européennes, de leur vivant, quel que soit leur choix opérationnel, et qu'elles ne soient plus nationales, mais européennes à leur mort.

Où en sommes-nous ? Nous avons un mécanisme de supervision unique en bonne voie ; nous avons une loi européenne ; nous avons une présidente du Conseil de supervision de la BCE, Madame Nouy, qui a été approuvée par le Parlement européen. La BCE a déjà beaucoup travaillé sur ce mécanisme ; nous avons commencé à recruter du personnel, à chercher de nouveaux locaux, à installer l'équipement informatique, etc. et 1000 personnes environ seront embauchées à Francfort dans le cadre de ce nouveau mécanisme. Il s'agit d'un énorme changement pour la BCE en tant qu'institution, et nous voulons également bien faire les choses en termes de culture. Nous voulons que cette institution ait une véritable culture européenne. Nous ne voulons pas que ce Conseil de supervision européen soit juste un comité de superviseurs nationaux car nous irions tout droit à l'échec ; nous voulons qu'il travaille dans un esprit européen, à l'instar du Conseil des gouverneurs de la BCE.

Voici le premier défi : le nouveau mécanisme aura pour priorité l'an prochain de mener une évaluation complète des bilans des banques européennes. Cet exercice concernera les banques qui seront directement supervisées par la BCE, soit environ 130 établissements. Il sera d'abord procédé à une évaluation des risques, puis à un examen de la qualité des actifs, suivis d'un test de résistance qui sera coordonné de manière plus générale par l'Autorité bancaire européenne, puisque l'ensemble de l'UE sera concerné.

Ce processus a déjà commencé, 2013 est donc l'année où le mécanisme de supervision européen a cessé d'être un concept pour devenir réalité. Nous avons besoin du mécanisme de résolution unique ; des discussions sont actuellement en cours entre les ministres, après plusieurs jours et nuits de discussions cette semaine à Bruxelles et ailleurs. La BCE appelle de ses vœux un véritable mécanisme européen, un Conseil de résolution doté de l'autorité nécessaire pour fermer des banques et le faire rapidement.

N'oublions pas qu'il s'agit d'une gestion de crise ; il faut être efficace, d'où la nécessité d'un mécanisme de gouvernance « léger » permettant la prise de décisions rapides. Nous avons besoin d'un fonds de résolution unique car c'est le seul moyen de dissocier la responsabilité des banques de celle des souverains, et celui-ci devrait être financé par une contribution de l'industrie. Toutefois, si ce fonds est de trop petite taille, en particulier au début, le mécanisme de stabilité européen doit fournir un filet de sécurité (ou *backstop*), mais nous n'en sommes pas encore là.

C'est le défi de ces prochains jours : les ministres européens doivent tomber d'accord sur ce mécanisme complet. Je suis convaincu que nous y parviendrons, que ce soit demain, après-demain ou dans quelques semaines. Mais j'espère vraiment que ce sera réglé la semaine prochaine.